

Décentralisation des fonds climat (DFC)

---

# Mieux comprendre la demande locale en matière de développement résilient

Near East Foundation consortium dans le cadre du programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED)

---

Auteur: John McPeak



Si vous avez des questions sur ce rapport, veuillez contacter :  
John McPeak à [jomcpeak@maxwell.syr.edu](mailto:jomcpeak@maxwell.syr.edu) ou  
Jennifer Abdella à [jabdella@neareast.org](mailto:jabdella@neareast.org).

Pour les questions sur le projet DFC en général, veuillez contacter  
la Near East Foundation à [info@neareast.org](mailto:info@neareast.org) ou + 1 315 428 8670

# Table des matières

Introduction-----	5
Méthodologie-----	5
Résultats -----	6
Conclusion -----	13
Référence-----	13

## Liste des figures

- Figure 1 : Pourcentage des ménages au Mali indiquant avoir bénéficié de diverses catégories d'assistance au développement au cours des 15 dernières années, et impact de cette assistance sur la résilience de leur communauté..... 9
- Figure 2 : Pourcentage des ménages au Sénégal indiquant avoir bénéficié de diverses catégories d'assistance au développement au cours des 15 dernières années et impact de cette assistance sur leur bien-être. .... 10
- Figure 3 : Classification des catégories d'intervention qui ont renforcé (vert foncé) ou renforceront (vert clair) le plus la résilience de la communauté au cours des 15 dernières et des 15 prochaines années au Mali. La classification est normalisée sur un intervalle de [0,1], où 0 signifie qu'une stratégie n'était pas classée dans les cinq principales, 1 signifie qu'elle était classée à la première place des stratégies, et une fraction est attribuée aux autres stratégies classées dans les cinq principales, mais pas à la première place. ....11
- Figure 4 : Classification des catégories d'intervention qui ont renforcé (vert foncé) ou renforceront (vert clair) le plus la résilience de la communauté au cours des 15 dernières et des 15 prochaines années au Sénégal. La classification est normalisée sur un intervalle de [0,1], où 0 signifie qu'une stratégie n'était pas classée dans les cinq principales, 1 signifie qu'elle était classée à la première place des stratégies, et une fraction est attribuée aux autres stratégies classées dans les cinq principales, mais pas à la première place. ....11

## Liste des tableaux

- Tableau 1 : Pourcentage des ménages pratiquant des activités agricoles afin de faire face à la variabilité climatique, et pourcentage de ceux ayant indiqué avoir reçu une assistance pour ces activités de la part d'ONG, du gouvernement, ou d'autres organisations au cours des cinq dernières années au Mali et au Sénégal, les cinq réponses principales (par fréquence de leur indication) étant en gras..... 7
- Tableau 2 : Pourcentage des ménages pratiquant des activités de gestion du bétail afin de faire face à la variabilité climatique, et pourcentage de ceux ayant indiqué avoir reçu une assistance pour ces activités de la part d'ONG, du gouvernement, ou d'autres organisations au cours des cinq dernières années au Mali et au Sénégal, les cinq réponses principales (par fréquence de leur indication) étant en gras..... 8

## Liste des acronymes

- DFC            Décentralisation des fonds climat
- GRN            Gestion des ressources naturelle

# Introduction

Présent à Kaffrine au Sénégal et à Mopti au Mali, le projet de Décentralisation des fonds climat (DCF) aide les communautés à identifier, financer, mettre en œuvre et effectuer le suivi des investissements leur permettant de faire face aux défis engendrés par le changement climatique. Par le biais d'un processus répétitif, les communautés articulent leurs priorités de développement dans le contexte du renforcement de la résilience, et déterminent

les investissements en biens publics qui améliorent leur résilience.

Dans ce document, nous présentons les résultats issus d'une enquête conçue pour approfondir notre compréhension des pratiques existantes des communautés et de leurs priorités de développement en vue du renforcement de la résilience.

## Méthodologie

Le projet DFC a effectué en novembre 2015 une enquête de référence auprès d'un peu plus de 600 ménages dans le cadre de ses travaux de suivi et d'évaluation. En juin 2016, nous avons mené une enquête de suivi sur les expériences de développement à Mopti auprès de 300 des 400 ménages interrogés pour l'enquête de référence. En décembre 2016, nous avons conduit une enquête de suivi à Kaffrine auprès de 204 ménages. Tous, sauf six, avaient pris part à l'enquête de référence. Les six autres ménages ont été sélectionnés pour remplacer des ménages ne pouvant pas être interrogés au cours d'une seconde visite. Ils ont été sélectionnés en fonction de leur similarité avec les ménages manquants.

Nous leur avons posé des questions sur leurs pratiques existantes pour faire face à la variabilité climatique<sup>1</sup> et sur l'assistance éventuelle, sous

forme de formations ou de matériaux, qu'ils avaient reçue pour développer ces pratiques. Nous avons ensuite demandé aux répondants de classer l'importance des diverses stratégies utilisées au cours des cinq dernières années en fonction de leur efficacité dans la lutte contre la variabilité climatique. Les questions suivantes concernaient les stratégies énumérées qu'ils auraient aimé adopter, mais pour lesquelles ils n'avaient pas reçu la formation nécessaire.

Nous avons également demandé aux répondants leur opinion sur l'efficacité de l'assistance dont ils avaient bénéficié. Nous cherchions ainsi à comprendre à quoi ressemble le développement dans leur contexte local. Nous avons terminé l'enquête en leur demandant quelles sont leurs préférences en termes d'assistance et qui permettraient de renforcer leur résilience à l'avenir.

<sup>1</sup> Nous avons noté que la variabilité climatique est liée au changement climatique, mais que ces deux notions sont différentes.

## Résultats

Dans la zone d'étude, les ménages s'appuient largement sur les cultures et le bétail comme moyens de subsistance. Lors de notre enquête de référence effectuée en 2015, 82 % des ménages ont indiqué que les cultures étaient leur principale activité économique, tandis que 9 % ont mentionné l'élevage et 2 % la pêche. Comme activité économique secondaire, 32 % ont mentionné l'élevage, 15 % les cultures et 2 % la pêche. Les stratégies de subsistance des ménages sont généralement diversifiées : les ménages ont énuméré, en moyenne, 2,5 activités différentes comme stratégies de subsistance.

Nous avons commencé l'enquête de 2016 sur le développement en posant aux ménages des questions sur l'ensemble des pratiques qu'ils avaient utilisées lors de leurs activités économiques pour faire face à la variabilité climatique au cours des cinq dernières années. Une période de cinq années a été sélectionnée pour étudier les adaptations les plus récentes. Le Tableau 1 présente le pourcentage des ménages de chaque pays ayant mentionné avoir utilisé une pratique donnée, et le pourcentage des ménages ayant indiqué avoir reçu une assistance d'ONG, du gouvernement ou d'autres organisations pour développer cette pratique.

Les ménages des deux pays présentent de grandes similarités. Au Mali, les pratiques les plus communes sont le stockage des semences dans les granières et la diversification des cultures. Au Sénégal, la pratique la plus commune pour faire face à la variabilité climatique est la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais organique étant la deuxième pratique la plus commune. Il existe également quelques contrastes importants. En général, les agriculteurs au Sénégal dépendent plus des intrants et tendent à pratiquer des formes de culture plus intensives, telles que la rotation des cultures, la traction animale et les engrais. Au

Mali, les agriculteurs dépendent plus des pratiques relatives à la gestion de l'eau, ce qui reflète à la fois la fréquence des sécheresses et l'importance des ressources en eau du système agricole du fleuve Niger et du delta intérieur du Niger.

Nous avons également posé des questions sur les pratiques d'élevage de bétail. Le Tableau 2 présente à la fois les pratiques indiquées par les ménages (stratégies d'élevage du bétail utilisées par les ménages au cours des cinq dernières années) et l'expérience des répondants quant à l'assistance au développement (c'est-à-dire, les formations, les matériaux et toute autre forme d'aide reçue par les ménages pour mettre en œuvre une pratique donnée).

Les échantillons des deux pays indiquent une forte dépendance à la vaccination et à l'embouche. La transhumance est plus commune au Mali, ce qui suggère que la mobilité constitue une importante stratégie des éleveurs dans ce pays. Tandis qu'il existe clairement des similarités et des contrastes de pratiques entre les pays, nous notons également que le rôle de l'assistance est encore une fois plus prononcé dans la région de Mopti au Mali que dans la région de Kaffrine au Sénégal. Sur l'ensemble des catégories, les répondants de Kaffrine n'ont pas indiqué beaucoup d'assistance extérieure de la part des agents du développement.

Nous avons ensuite demandé quel était l'impact sur le bien-être des ménages de l'assistance extérieure reçue au cours des 15 dernières années. La période de 15 années a été sélectionnée pour saisir plus largement les expériences de développement. Nous avons demandé aux répondants d'indiquer s'ils avaient bénéficié d'un éventail d'activités d'assistance au développement, en leur demandant de diviser leurs réponses négatives en deux types : « Non, mais je n'en ai pas besoin » ou « Non, mais j'en ai besoin. »

Tableau 1 : Pourcentage des ménages pratiquant des activités agricoles afin de faire face à la variabilité climatique, et pourcentage de ceux ayant indiqué avoir reçu une assistance pour ces activités de la part d'ONG, du gouvernement, ou d'autres organisations au cours des cinq dernières années au Mali et au Sénégal, les cinq réponses principales (par fréquence de leur indication) étant en gras.

Activités agricoles	Mali		Sénégal	
	Pratique	Assistance	Pratique	Assistance
Stockage des semences dans la grainière du ménage	<b>70 %</b>	<b>25 %</b>	<b>73 %</b>	<b>0 %</b>
Ajout d'une nouvelle culture (diversification)	<b>67 %</b>	<b>18 %</b>	53 %	2 %
Utilisation d'un engrais organique (vert ou fumier)	<b>67 %</b>	<b>16 %</b>	<b>92 %</b>	<b>2 %</b>
Utilisation de la traction animale	<b>66 %</b>	<b>24 %</b>	<b>91 %</b>	<b>0 %</b>
Augmentation de la superficie cultivée	<b>65 %</b>	<b>23 %</b>	42 %	0 %
Utilisation d'engrais chimiques	64 %	27 %	<b>80 %</b>	<b>7 %</b>
Maraîchage dans un périmètre irrigué	63 %	39 %	29 %	4 %
Conservation et gestion de l'eau (zaï, demi-lune, terrasse)	58 %	24 %	6 %	0 %
Remplacement d'une culture par une autre	57 %	19 %	51 %	1 %
Rotation des cultures	53 %	20 %	<b>95 %</b>	<b>0 %</b>
Utilisation du magasin communautaire de stockage de grains	52 %	18 %	50 %	1 %
Protection des cultures contre les inondations	50 %	16 %	18 %	0 %
Culture des céréales dans un périmètre irrigué	47 %	25 %	8 %	0 %
Adoption de semences de cycle plus court	46 %	18 %	59 %	2 %
Creusage de canaux pour irriguer les champs de riz en saison d'hivernage	44 %	22 %	1 %	0 %
Utilisation d'autres intrants (herbicide, fongicide, etc.)	43 %	17 %	47 %	0 %
Recours à des semences améliorées pour des rendements plus élevés	35 %	16 %	47 %	5 %
Dispersion des cultures dans la toposéquence	24 %	16 %	59 %	0 %
Cultures de décrue	20 %	24 %	0 %	0 %

Tableau 2 : Pourcentage des ménages pratiquant des activités de gestion du bétail afin de faire face à la variabilité climatique, et pourcentage de ceux ayant indiqué avoir reçu une assistance pour ces activités de la part d'ONG, du gouvernement, ou d'autres organisations au cours des cinq dernières années au Mali et au Sénégal, les cinq réponses principales (par fréquence de leur indication) étant en gras.

Activités de gestion du bétail	Pratique au Mali	Assistance au Mali	Pratique au Sénégal	Assistance au Sénégal
Vaccination du bétail	<b>79 %</b>	13 %	<b>77 %</b>	2 %
Alimentation du bétail pour l'embouche	<b>58 %</b>	21 %	<b>30 %</b>	0 %
Contrats de fumure	<b>57 %</b>	10 %	10 %	0 %
Prêt/don/échange de bétail	<b>57 %</b>	0 %	<b>35 %</b>	0 %
Transhumance saisonnière du bétail	<b>55 %</b>	8 %	16 %	0 %
Alimentation du bétail pour la production laitière	36 %	18 %	30 %	1 %
Reproduction sélective du bétail	26 %	12 %	25 %	0 %
Culture de fourrage	25 %	11 %	24 %	0 %
Utilisation de bourgoutières	25 %	8 %	0 %	0 %
Modification de la composition du troupeau selon le sexe	24 %	15 %	<b>27 %</b>	0 %
Modification de la composition du troupeau selon l'espèce	23 %	15 %	<b>27 %</b>	0 %

Nous leur avons également demandé de répartir leurs réponses positives selon les catégories suivantes : « Oui, mais impact négatif », « Oui, mais aucun impact », « Oui avec un impact positif réduit », et « Oui avec un grand impact positif ». La Figure 1 illustre le pourcentage des ménages ayant mentionné avoir reçu une assistance pour une activité particulière (réponses positives par catégorie) pour le Mali. La Figure 2 présente ces informations pour le Sénégal.

Il existe une certaine cohérence entre les deux échantillons. L'établissement et la gestion des points d'eau figurent notamment parmi les cinq interventions de développement les plus répandues dans les deux pays. C'est également le cas de l'éducation primaire. Par contre, la vaccination du bétail et l'éducation secondaire figurent parmi les cinq principales interventions au Sénégal, alors qu'au Mali, il s'agit plutôt de la mise en place d'un centre de santé et d'une maternité.

Quelques résultats spécifiques méritent une discussion plus approfondie. Tout d'abord, dans

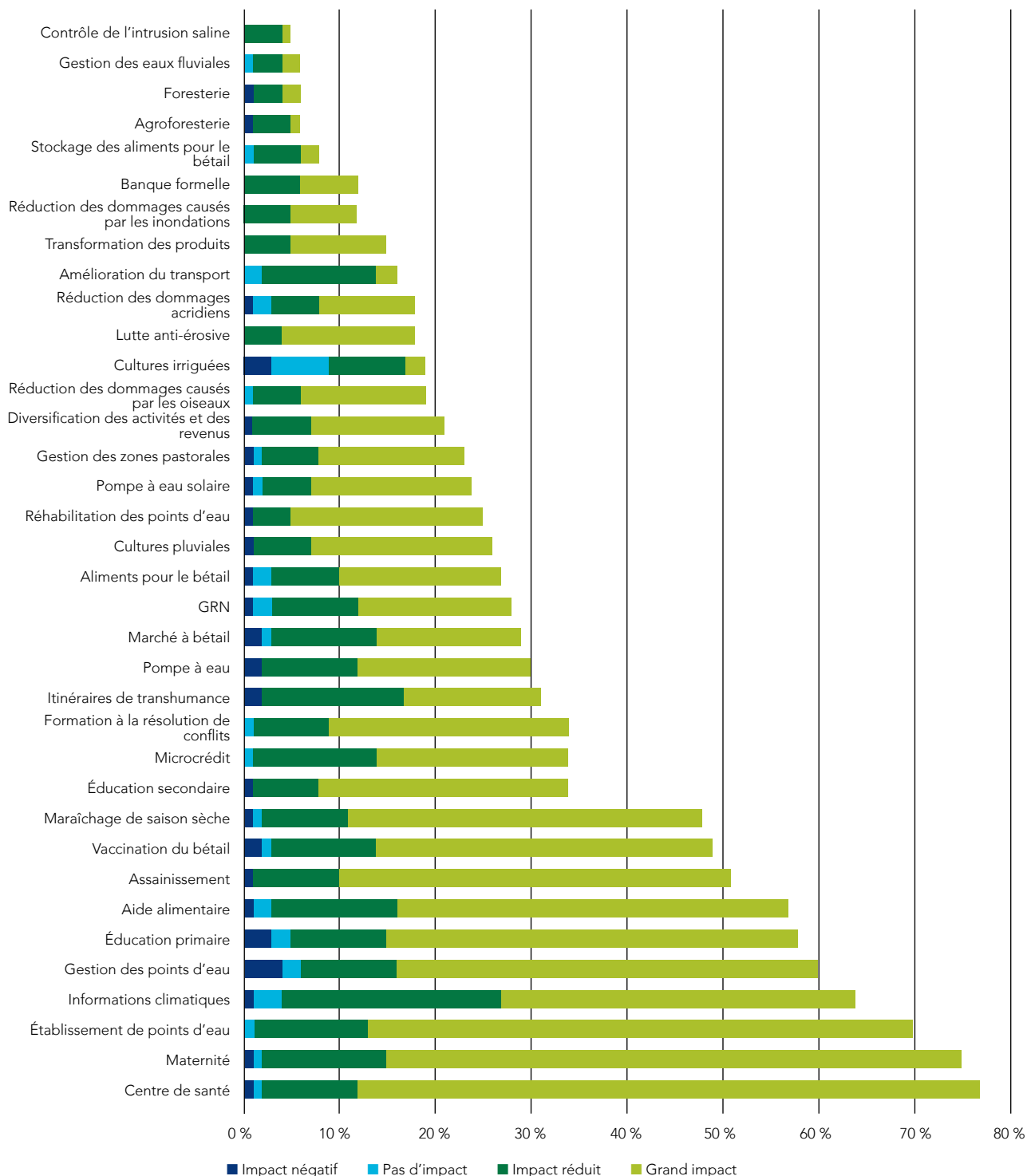
les deux pays, une importante proportion des répondants a indiqué qu'ils avaient eu accès à des informations climatiques, mais qu'elles avaient eu peu d'impact. Une interprétation possible est que les informations climatiques ont effectivement un impact limité si les ménages n'ont pas la capacité d'agir en fonction de ces informations. Si cette interprétation est correcte, cela signifie que notre programme doit garantir un lien entre les pratiques et les technologies, et les informations climatiques afin de garantir que l'accès aux informations climatiques permet bel et bien aux ménages de s'adapter, d'éviter ou d'atténuer les changements de conditions climatiques.

Un autre résultat intéressant est qu'au Mali, les ménages estiment que les cultures irriguées n'ont pas été très bénéfiques aux communautés dans le passé.

Comme les cultures irriguées sont l'une des réponses possibles au changement de conditions climatiques, il est important de comprendre ce qui en a limité l'impact, ou les a rendues néfastes dans le passé.



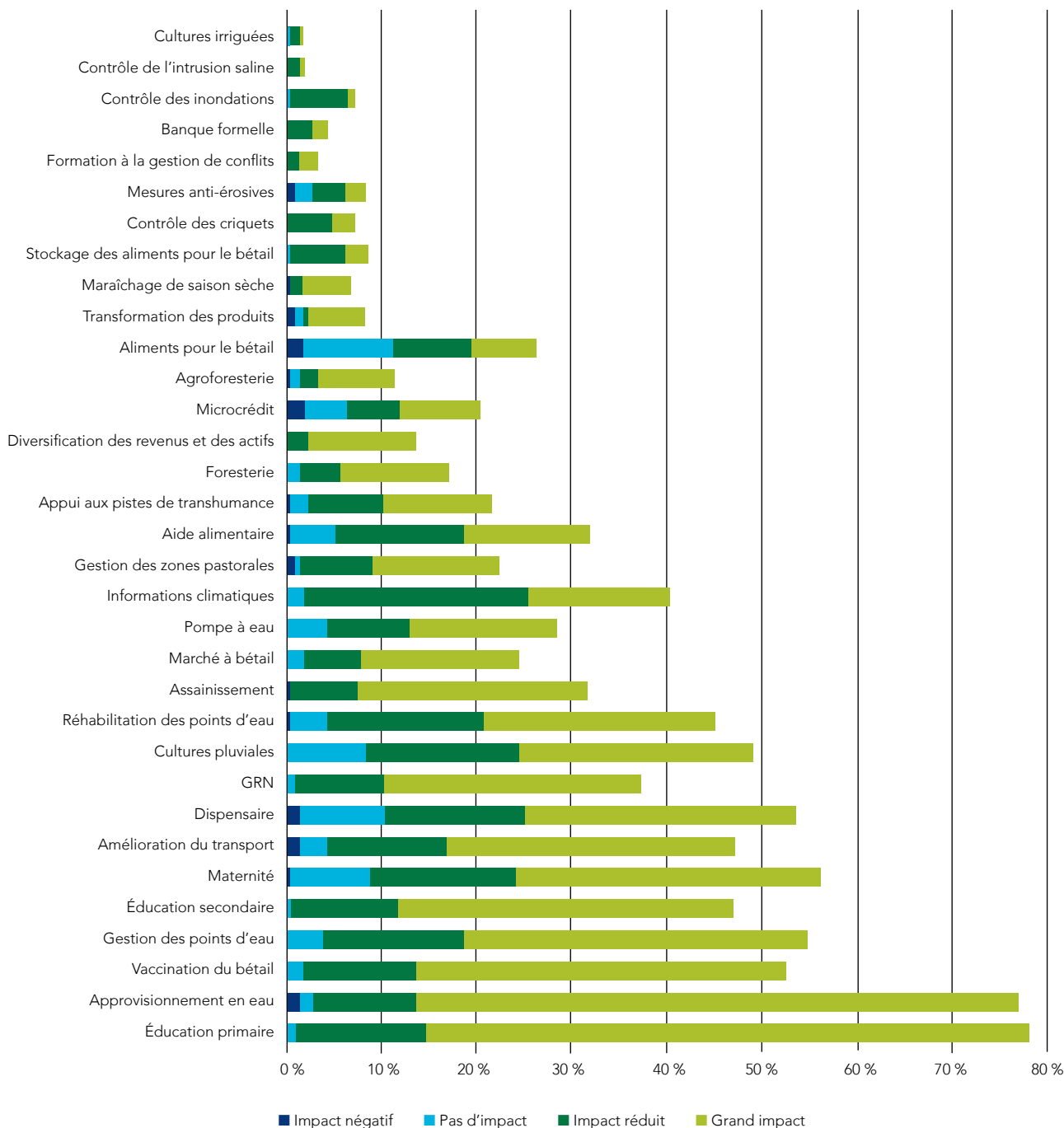
Figure 1 : Pourcentage des ménages au Mali indiquant avoir bénéficié de diverses catégories d'assistance au développement au cours des 15 dernières années, et impact de cette assistance sur la résilience de leur communauté.



Enfin, il est remarquable qu'un grand nombre des produits destinés à l'élevage (aliments, stockage des aliments, pistes de transhumance, pâturages et marchés à bétail) illustre que ces types d'activités

ont des résultats mitigés dans de nombreux cas, et ne produisent pas les résultats largement positifs escomptés, au vu de la prévalence de l'élevage dans ces régions.

Figure 2 : Pourcentage des ménages au Sénégal indiquant avoir bénéficié de diverses catégories d'assistance au développement au cours des 15 dernières années et impact de cette assistance sur leur bien-être.



Ensuite, nous avons posé aux répondants une question ouverte afin d'identifier et de classer les types d'assistance qui, à leur avis, avaient renforcé la résilience des membres de leur communauté au cours des 15 dernières années, et d'ensuite identifier ceux qui contribueraient le

plus à renforcer la résilience des membres de leur communauté au cours des 15 prochaines années. Comme cette question était ouverte, nous avons classé les réponses en groupes thématiques. La Figure 3 compare ces interventions au Mali, et la Figure 4 au Sénégal.

Figure 3 : Classification des catégories d'intervention qui ont renforcé (vert foncé) ou renforceront (vert clair) le plus la résilience de la communauté au cours des 15 dernières et des 15 prochaines années au Mali. La classification est normalisée sur un intervalle de [0,1], où 0 signifie qu'une stratégie n'était pas classée dans les cinq principales, 1 signifie qu'elle était classée à la première place des stratégies, et une fraction est attribuée aux autres stratégies classées dans les cinq principales, mais pas à la première place.\*

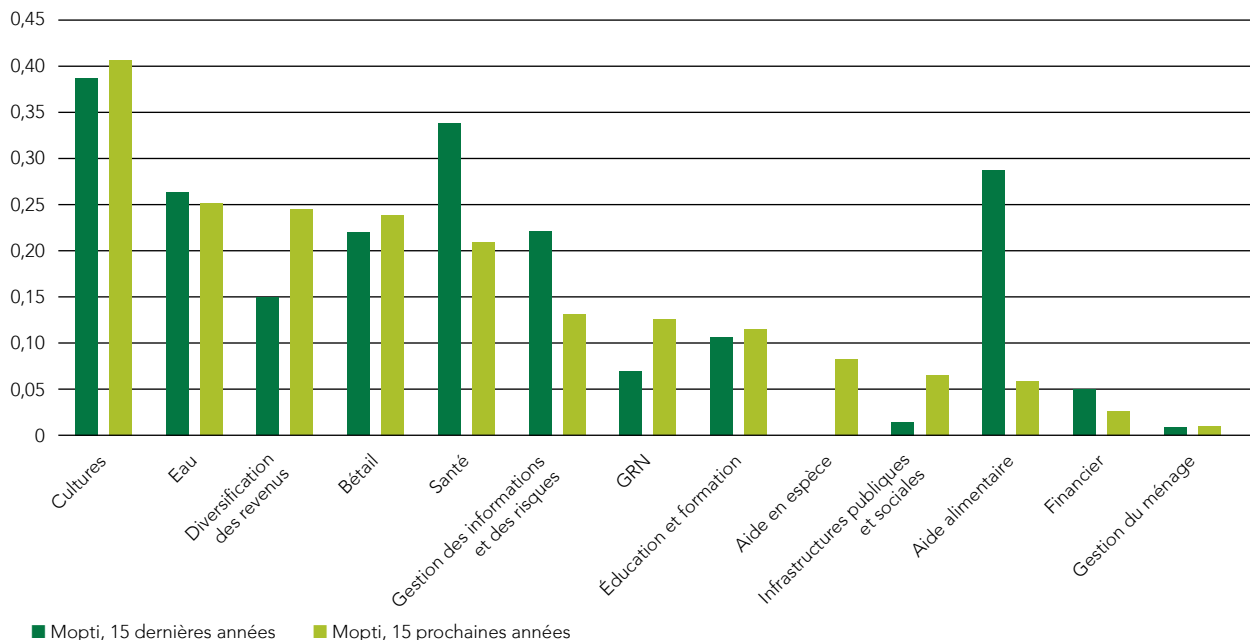
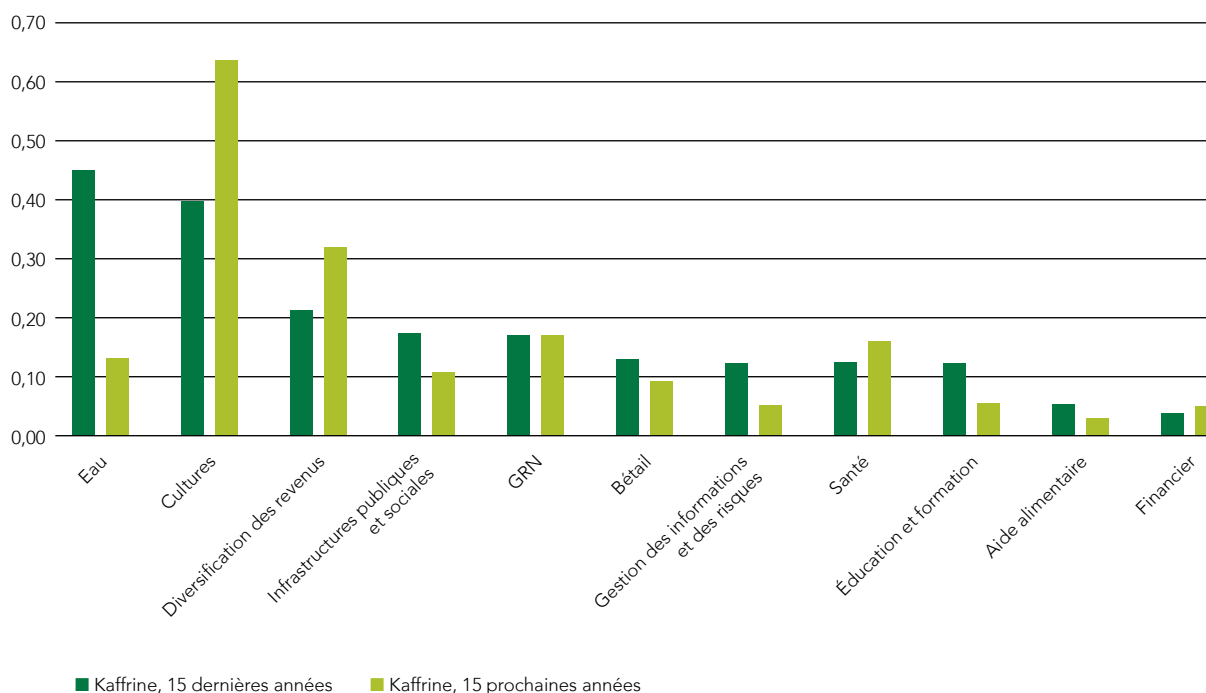


Figure 4 : Classification des catégories d'intervention qui ont renforcé (vert foncé) ou renforceront (vert clair) le plus la résilience de la communauté au cours des 15 dernières et des 15 prochaines années au Sénégal. La classification est normalisée sur un intervalle de [0,1], où 0 signifie qu'une stratégie n'était pas classée dans les cinq principales, 1 signifie qu'elle était classée à la première place des stratégies, et une fraction est attribuée aux autres stratégies classées dans les cinq principales, mais pas à la première place.\*



\* Si cinq activités sont classées, 1=1, 2=0,8, 3=0,6, 4=0,4, 5=0,2. Si quatre activités sont classées, 1=1, 2=0,75, 3=0,5, 4=0,25, etc.

À Mopti comme à Kaffrine, les interventions relatives aux cultures et à la gestion de l'eau sont les priorités principales dans les années à venir. C'est aussi le type d'assistance le plus valorisé au cours des dernières années en matière de résilience. De la même manière, la diversification des revenus et l'élevage figurent parmi les catégories au plus fort potentiel pour l'avenir des deux pays. Hormis l'accent sur l'importance cruciale de l'accès à l'eau, les priorités indiquées suggèrent que les ménages associent la résilience de leur communauté à la santé des principaux secteurs économiques des régions, à savoir les cultures et l'élevage, dont dépendent à la fois leur bien-être économique et leur sécurité alimentaire. Ils valorisent également l'assistance à la diversification des sources de revenus des ménages. Étant donné les liens entre la production, les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience au sein des ménages et sur les marchés opérationnels, la disponibilité alimentaire, et la résilience au niveau communautaire, ces priorités ne sont sans doute pas surprenantes.<sup>2</sup>

Dans le contexte du projet DFC, qui met en place des fonds d'adaptation au climat appuyant les investissements en biens publics, ces résultats suggèrent un besoin de considérer la manière dont les biens publics peuvent renforcer la résilience économique (p.ex. les marchés, les infrastructures d'approvisionnement en eau, les systèmes de gestion, les parcs de vaccination, etc.), que ce soit dans les secteurs économiques existants ou dans les secteurs de croissance. Dans les deux pays, les investissements dans les cultures sont le principal sujet de préoccupation pour l'avenir. Certains aspects des cultures, comme les parcelles de démonstration, les infrastructures d'irrigation, les magasins de stockage des céréales et des semences, la formation relative à l'amélioration des intrants et des techniques, peuvent être conçus de manière à empêcher l'exclusion et la concurrence (se conformant ainsi aux critères des biens publics des fonds locaux d'adaptation au climat).

Une deuxième constatation méritant d'être signalée est que, dans les deux pays, certaines catégories sont mieux classées au cours des dernières années qu'au cours des prochaines années. Au Mali, c'est le cas de l'aide alimentaire et de la santé. Il semblerait que si des investissements sont effectués dans les cultures, l'élevage et la diversification des revenus, le besoin en aide alimentaire sera moindre. Quant à la santé, il est possible que le changement de classification indique que les investissements de base nécessaires dans la santé ont déjà été réalisés. Au Sénégal, cette tendance est particulièrement prononcée pour l'eau. Les investissements considérables qui ont été effectués dans les systèmes hydriques au cours des 15 dernières années au Sénégal expliquent probablement ce changement. Dans les villages de la région de Kaffrine, les anciens puits des villages sont visiblement hors service, ayant été bouchés et remplacés par un système de robinetterie.

Curieusement, l'accès aux services financiers est mentionné dans les catégories nécessitant une assistance dans l'avenir, mais parmi les catégories les moins bien classées. Nous interprétons ce résultat comme indiquant que certaines communautés ont une expérience limitée des services financiers, tels que les banques formelles. Cependant, il est vrai que la microfinance est mentionnée par une relativement grande partie de l'échantillon, que ce soit au Mali ou au Sénégal. Lors des discussions avec les équipes du projet DFC au Mali et au Sénégal, celles-ci ont remarqué que, dans certains cas, les ménages avaient contracté des emprunts en microcrédit pour répondre à leurs besoins de consommation et qu'ils étaient en situation de retard de paiement. Dans certains cas (notamment la zone bleu foncé de la Figure 2), la microfinance est perçue comme ayant un impact négatif. Une étude plus approfondie est nécessaire pour interpréter ces résultats correctement.

<sup>2</sup> Par exemple, consultez l'IRC4 du DfID : [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/328254/BRACED-KPI4-methodology-June2014.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/328254/BRACED-KPI4-methodology-June2014.pdf)

La gestion des ressources naturelles est classée près de la moyenne dans les deux pays. Comme le démontre une étude apparentée de ces sites (McPeak et Abdella, 2017), l'utilisation des ressources naturelles est très diversifiée, ainsi que l'évaluation du degré de fonctionnement des systèmes de gestion. Les informations climatiques

figurent dans la catégorie de la gestion des risques et sont classées dans la moyenne dans les deux pays. En général, il existe une certaine demande d'informations permettant d'agir afin d'atténuer l'exposition aux risques.

## Conclusion

Ces analyses commencent à faire la lumière sur l'expérience des communautés locales quant aux interventions précédentes dans le développement, et à la diversité de leur demande d'assistance à même de renforcer à l'avenir leur résilience. Les futures analyses de ces données exploreront la mesure dans laquelle les évaluations de l'impact du projet dans le passé et les priorités

de développement à l'avenir varient au niveau de l'individu, du ménage, et de la communauté. Dans quelle mesure les priorités sont-elles partagées au sein de ces communautés? Ces expériences et demandes variées sont importantes et peuvent éclairer le travail destiné à identifier et soutenir les investissements dans les biens publics qui renforcent la résilience au niveau communautaire.

## Référence

McPeak, J and J Abdella (2017) Resilience and its correlates. NEF, NY.



# Organisations



## Near East Foundation (NEF)

Depuis plus de 30 ans, la NEF développe des approches de type communautaire et durable pour la gestion des forêts, de la pêche, des pâturages et des terres agricoles au Mali. Depuis son bureau principal à Sévaré, l'équipe de la NEF, composée d'environ 40 professionnels, s'efforce de mettre en oeuvre des programmes communautaires multisectoriels. La gestion des projets et la surveillance de la gouvernance sont assurées depuis le siège de la NEF à Syracuse (États-Unis).



## Innovation, Environnement, Développement (IED Afrique)

IED Afrique est une organisation indépendante à but non lucratif basée au Sénégal. Elle s'appuie sur une expérience de plus de 20 ans dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone et intervient sur les problématiques du développement durable et de citoyenneté en Afrique. L'organisation met l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives.



## International Institute for Environment and Development (IIED)

IIED est une organisation de recherche action et de politique qui promeut le développement durable en vue d'améliorer les économies locales et de protéger l'environnement sur lequel elles s'appuient. IIED est basée à Londres et travaille en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le Pacifique.

Publié par Near East Foundation, décembre 2017

McPeak, J (2017). Mieux comprendre la demande locale en matière de développement résilient. NEF, New York. [www.near-east.org/download/materials\\_center/WorkingPaper\\_Local\\_Demand\\_Fr.pdf](http://www.near-east.org/download/materials_center/WorkingPaper_Local_Demand_Fr.pdf)

Near East Foundation  
110 W. Fayette Street, Suite 710  
Syracuse, New York 13202 USA

Imprimé sur du papier recyclé à base d'encre végétale.



# Décentralisation des fonds climat (DFC)

La Décentralisation des fonds climats (DFC) est un projet de recherche-action et de plaidoyer qui appuie les populations locales au Mali et au Sénégal afin qu'elles deviennent plus résilientes au changement climatique grâce à des fonds d'adaptation localement contrôlés. Le projet fait partie du programme BRACED, financé par le gouvernement du Royaume-Uni, et est mis en oeuvre par la Near East Foundation (NEF) avec Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

## Pour en savoir plus :

Les enseignements et données d'expérience du projet sont présentés dans plusieurs publications disponibles en ligne à l'adresse :

[www.neareast.org/braced](http://www.neareast.org/braced)

## Lectures complémentaires :

Evaluer la résilience : Concilier les connaissances endogènes et la planification locale – Policy Brief  
[www.neareast.org/download/materials\\_center/DCF\\_Policy\\_Brief\\_Fr.pdf](http://www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Policy_Brief_Fr.pdf)

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Mali – Fiche d'information  
[www.neareast.org/download/materials\\_center/Decentralisation-Mali-French.pdf](http://www.neareast.org/download/materials_center/Decentralisation-Mali-French.pdf)

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Sénégal – Fiche d'information  
[www.neareast.org/download/materials\\_center/Decentralising-Senegal-French.pdf](http://www.neareast.org/download/materials_center/Decentralising-Senegal-French.pdf)

Climate adaptation funds – Backgrounder (en anglais)  
<http://pubs.iied.org/17341IIED/>

Managing the boom and bust: supporting climate resilient livelihoods in the Sahel – Issue Paper (en anglais)  
<http://pubs.iied.org/11503IIED/>

Tracking Adaptation and Measuring Development: a step-by-step guide – Toolkit (en anglais)  
<http://pubs.iied.org/10100IIED/>

Rethinking cost/benefit assessments of decentralised investments in resilience building  
<http://braced-rx.org/stories/#story-6>

Adaptation to climate change: economic value and return on investments  
[http://www.neareast.org/download/materials\\_center/DCF\\_Literature\\_Review\\_En.pdf](http://www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Literature_Review_En.pdf)

Pour toutes les publications sur le projet DFC, veuillez consulter : [www.neareast.org/resources/#braced](http://www.neareast.org/resources/#braced)

Near East Foundation, 110 W. Fayette Street, Suite 710  
Syracuse, New York 13202 USA

 +1 315-428-8670  [info@neareast.org](mailto:info@neareast.org)  [www.neareast.org](http://www.neareast.org)

Décembre 2017

Document  
de Travail



Ce document a été financé par le département d'aide du gouvernement britannique (UK aid) ; cependant les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de celui-ci.